



Signataire : Masha Alimi

Date de dépôt : 20 avril 2026

Question écrite urgente

Quel est le coût financier engendré par le recours à la détention administrative dans le canton de Genève, plus spécifiquement à la Favra, et quelles sont les procédures de l'office cantonal de la population et des migrations qui permettent ou qui permettraient d'optimiser ou de réduire ce coût ?

Contexte :

La détention administrative, destinée à garantir l'exécution de renvois de personnes en situation irrégulière ou présentant un risque de fuite, peut s'étendre jusqu'à 18 mois. Si elle constitue un instrument légal, son usage soulève d'importantes questions en termes de dignité humaine, d'efficacité, de proportionnalité et de coûts pour les finances publiques. Plusieurs éléments récents soulèvent des interrogations, en particulier certains cas médiatisés qui font état de détentions prolongées ayant finalement pris fin en raison de l'absence de perspective concrète de renvoi. Par ailleurs, il apparaît que des personnes ayant purgé une peine pénale sont ensuite placées en détention administrative, ce qui interroge la coordination et l'anticipation des autorités et de l'office cantonal de la population et des migrations plus précisément.

Dans ce contexte, les questions suivantes sont adressées au Conseil d'Etat :

- 1. Combien de personnes ont été placées en détention administrative chaque année entre 2023 et 2025 ?**
- 2. Parmi celles-ci, combien :**
 - ont effectivement fait l'objet d'un renvoi ?**
 - ont été libérées faute de perspective de renvoi ?**

3. *Quelle est, pour la même période :*
 - *la durée moyenne de détention administrative ?*
 - *la durée médiane ?*
4. *Combien de personnes sont passées, chaque année entre 2023 et 2025, de détention pénale à détention administrative ?*
5. *Pour ces personnes, pour quelle proportion les démarches de renvoi avaient-elles été initiées avant la fin de la peine pénale ?*
6. *Quel est le coût moyen d'une journée de détention administrative en 2026, et comment ce coût se décompose-t-il (sécurité, encadrement, infrastructure, etc.) ?*
7. *Quel a été le coût total annuel de la détention administrative entre 2023 et 2025 ?*
8. *Sur cette même période (entre 2023 et 2025), quel est le coût des détentions administratives ayant pris fin sans exécution du renvoi ?*
9. *Quelles alternatives à la détention administrative ont été appliquées entre 2023 et 2025 (assignation à résidence, obligation de se présenter, etc.), et, dans combien de cas entre 2023 et 2025 ?*
10. *Quels sont les critères concrets utilisés pour évaluer la possibilité réelle d'un renvoi avant et pendant la détention administrative ?*
11. *Quelles mesures ont été prises ou sont prévues pour :*
 - *réduire le recours à la détention administrative ?*
 - *améliorer l'anticipation des renvois ?*
 - *limiter les coûts pour les finances publiques ?*

Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.